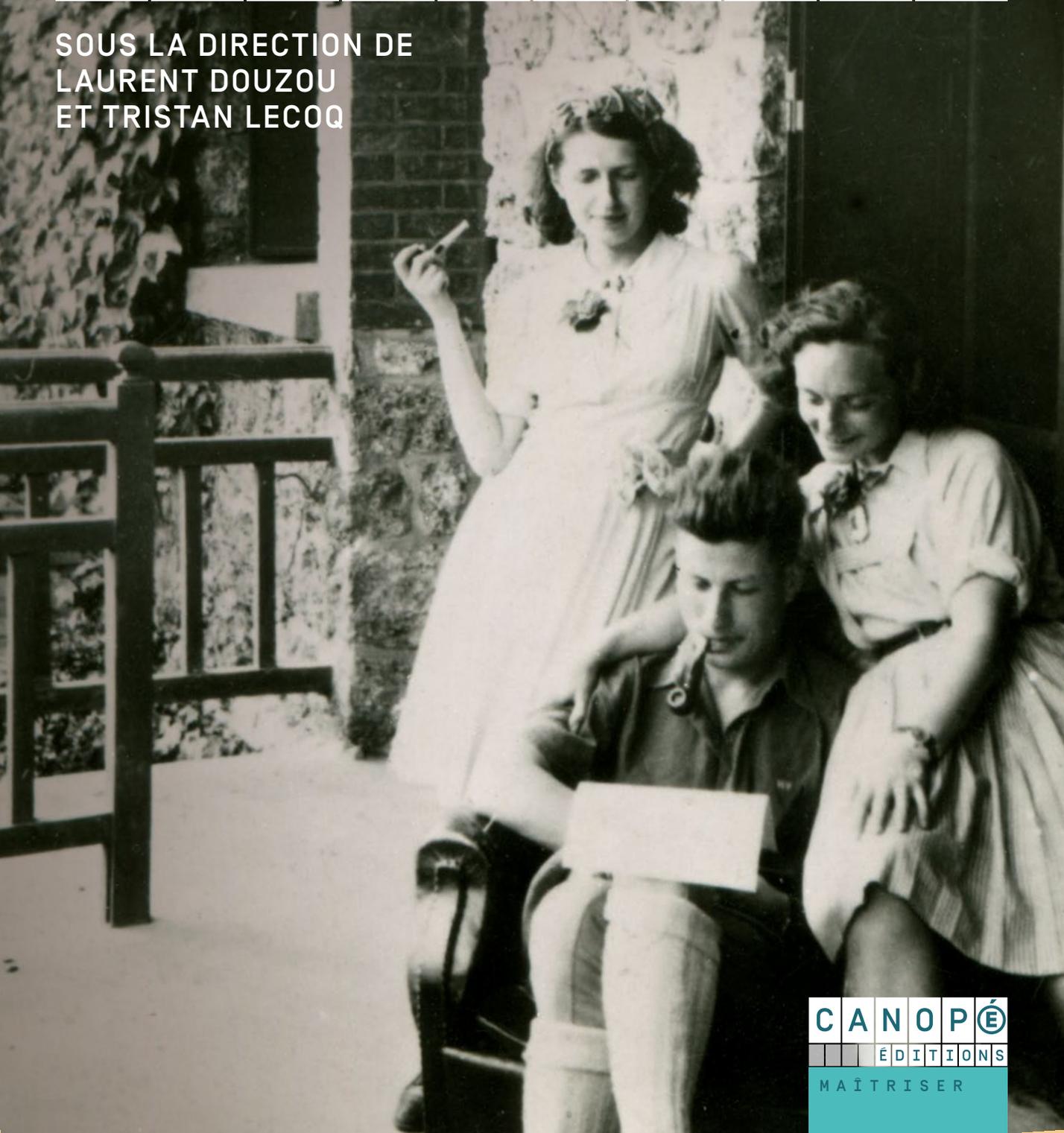


ENSEIGNER LA RÉSISTANCE

SOUS LA DIRECTION DE
LAURENT DOUZOU
ET TRISTAN LECOQ



CANOPÉ
ÉDITIONS
MAÎTRISER

Remerciements

Laurent Douzou et Tristan Lecoq, les directeurs de cet ouvrage, expriment toute leur gratitude aux contributeurs de ce projet : aux historiens qui ont accepté de faire état de leurs recherches les plus récentes ; aux enseignants qui ont relevé le défi de bâtir des études de documents sur des thèmes aux enjeux complexes ; et enfin, à Hélène Staes qui a coordonné l'ensemble de ce travail. Que soient remerciés aussi les inspecteurs pédagogiques des académies de Paris, Versailles et Créteil, les familles de résistants, les centres ressources de la France entière, en particulier les musées de la Résistance et de la Déportation, qui ont ouvert largement leurs collections, ainsi que Patricia Gillet, conservatrice du patrimoine aux Archives nationales, Fabrice Bourrée, Bruno Leroux et Frantz Malassis, tous trois de la Fondation de la Résistance, pour leur conseils, leur expertise scientifique et leur recherche iconographique.

Illustration de couverture

Trois étudiants, membres du mouvement de Résistance Défense de la France, posent devant l'objectif à Taverny au printemps 1943. Debout fumant la pipe, Geneviève de Gaulle, la nièce du général de Gaulle. Assis, Hubert Viannay, le frère de l'un des fondateurs du mouvement, et à ses côtés Marguerite-Marie Houdy dont les parents ont mis à disposition leur maison de campagne pour abriter l'une des deux presses qui permet d'imprimer leur journal clandestin en 1943.

Cette photographie constitue a posteriori le dernier souvenir tangible d'une camaraderie et d'une joie de vivre partagées dans une action clandestine à l'issue souvent tragique. Trois mois plus tard, deux d'entre eux sont déportés : Geneviève de Gaulle à Ravensbrück et Hubert Viannay au camp de Sachsenhausen où il meurt le 31 mai 1944.

© Photo Défense de la France - coll. Fondation de la Résistance

Directeur de publication

Jean-Marc Merriaux

Directrice de l'édition transmédia et de la pédagogie

Michèle Briziou

Directeur artistique

Samuel Baluret

Coordination éditoriale

Pierre Danckers

Secrétariat d'édition

Isabelle Sébert

Droits de reproduction

Laurence Geslin, Isabelle Sébert

Correction

Isabelle Le Quinio

Mise en pages et cartographie

Pierre-Paul Harrington

Fondation de la Résistance

Coordination éditoriale : Hélène Staes

Iconographie : Frantz Malassis

avec la collaboration d'Émeline Vanthuynne

Conception graphique

DES SIGNES studio Muchir et Desclouds

ISSN 2416-6448

ISBN 978-2-240-04083-1

© Réseau Canopé, 2016

(établissement public à caractère administratif)

Téléport 1 – Bât. @ 4

1, avenue du Futuroscope

CS 80158

86961 Futuroscope Cedex

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes des articles L.122-4 et L.122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective », et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite ».

Cette représentation ou reproduction par quelque procédé que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français de l'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris) constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Accédez librement à plus d'une centaine de documents à exploiter en classe, supports d'études pour collège et lycées (général, technologique et professionnel), sur l'espace pédagogique reseau-canope.fr/enseigner-la-resistance.

À l'origine de cet ouvrage, il y a eu l'ambition sur laquelle, de nos positions distinctes, nous avons été tous deux d'emblée en plein accord : concevoir un outil efficace et précis à destination de nos collègues dont nous savons la tâche difficile. Souvent confrontés à des situations qui absorbent beaucoup d'énergie, tenus par des préparations qui requièrent un travail soutenu, les enseignants ont, quoi qu'on en dise, peu de temps libre. Les programmes supposent, par leur ampleur, des lectures qu'il n'est pas toujours possible de faire. Si l'histoire de la Résistance n'est pas facile à écrire, elle n'est pas plus facile à enseigner.

Le projet que nous avons formé visait à fournir à celles et ceux que la Résistance intéresse matière à nourrir leur enseignement. Nous avons demandé, pour ce faire, à des chercheurs reconnus pour leurs compétences de résoudre la quadrature du cercle en fixant un cahier des charges qui n'était simple qu'en apparence : rédiger en quelques pages sur chaque volet de cette histoire une synthèse à la fois claire, exigeante et suggestive. Les auteurs que nous avons pressentis ont tout de suite accepté de relever ce défi, et nous leur exprimons notre gratitude pour le travail qu'ils ont fourni avec d'autant plus d'enthousiasme que le but leur paraissait vraiment en valoir la peine. Si les enseignants peuvent parfois se sentir bien seuls, les chercheurs ont souvent l'impression – pas toujours infondée – que leurs travaux restent confinés dans une sphère étroite.

Ce livre voudrait établir une passerelle entre deux activités qui sont – ou devraient être – étroitement liées. On n'enseigne pas bien sans connaissances sûres, même si l'expertise n'est pas une condition nécessaire et suffisante. On ne fait pas de bonne recherche si l'on n'a pas une visée pédagogique, même si, là aussi, l'équilibre à obtenir est instable. Comprendre et faire comprendre, c'est en réalité tout un et rien n'est plus difficile.

Nos lecteurs constateront que, d'une certaine manière, nous avons placé la barre haut. Nous ne voulions pas ficeler un ouvrage hâtivement conçu et reproduisant ce que les enseignants savent tous et peuvent enseigner les yeux fermés ou presque. Nous ne voulions pas non plus juxtaposer des développements savants mais hermétiques. Il en découle que cet ouvrage, grâce à l'effort consenti par chacun, donnera vraiment, nous semble-t-il, du grain à moudre à celles et ceux qui le liront. Au gré de sa curiosité et de ses inclinations, chacun y glanera de quoi satisfaire la curiosité des élèves qui, assez étonnamment par les temps qui courent, se révèle souvent forte à propos de la Résistance. Les études de documents¹, qui ont été pensées et élaborées par des collègues en poste dans le second degré, que nous remercions chaleureusement pour l'expertise qu'ils ont mise au service de cet ouvrage, ne sont pas des adjuvants. Le puzzle ainsi assemblé devrait suggérer des pistes, susciter des idées et épauler la pratique pédagogique en classe.

Nous avons aussi placé la barre haut en demandant aux auteurs de se faire l'écho des questions qui se posent – et divisent les historiens – au sujet de la Résistance. Ce faisant, nous n'avons nullement cherché à imposer nos analyses. Nos lecteurs sont gens suffisamment

1 Les études de documents sont disponibles dans l'espace pédagogique en ligne qui accompagne la publication de cet ouvrage www.reseau-canope.fr/enseigner-la-resistance

aguerris et informés pour se forger un point de vue, quitte à approfondir leur compréhension sur tel ou tel point en lisant comme et où bon leur semble.

Ce livre aura atteint son objectif s'il instruit et aide celles et ceux qui le pratiqueront, exhaustivement si le cœur leur en dit, de manière vagabonde si telle est leur humeur. Nous leur souhaitons, au nom de tous les contributeurs, bonne navigation dans cette histoire singulière qui inspirait à Lucien Febvre ces mots : « Tout est toujours affreusement compliqué de ce qui touche à l'homme, à ses rêves, à ses idées, à ses passions – et finalement à ses activités. »

Laurent Douzou et Tristan Lecoq

S O M M A I R E

9	INTRODUCTION	
17	REFUSER ET S'ENGAGER	
19		L'effondrement de 1940
25		Les débuts de la Résistance
33		La France libre
	RESSOURCES	
43		Le témoignage unique d'une pionnière de la Résistance
45		Retracer le parcours d'un résistant
47		Refuser et s'engager
49	AGIR	
51		La Résistance intérieure et son action : mouvements, réseaux, maquis
61		Résistance intérieure, France libre et France combattante
69		Le prix de l'action : la répression de la Résistance
	RESSOURCES	
79		L'affiche rouge
81		La presse clandestine numérisée
83		Agir
85	LIBÉRER, RESTAURER, REFONDER	
87		Restaurer la France dans son intégrité territoriale
93		Restaurer l'État de droit
99		Restaurer la démocratie et la République
	RESSOURCES	
107		La Libération vue par La Bête est morte ! de Calvo
109		Trouver des photographies de la Résistance
111		Libérer, restaurer, refonder
113	LE SOUVENIR, LES MÉMOIRES ET L'HISTOIRE	
115		Définir la Résistance : illusoire ? nécessaire ?
123		Les mémoires emboîtées de la Résistance
133		Les questions posées par les historiens d'aujourd'hui aux résistants d'hier

RESSOURCES

- 141 Un poète chef de maquis, René Char
- 143 Trouver et exploiter des témoignages de résistants
- 145 Le souvenir, les mémoires et l'histoire
- 147 Enseigner la Résistance autrement

149 BIBLIOGRAPHIE / SITOGRAPHIE / GLOSSAIRE**159 LES AUTEURS**

LES DÉBUTS DE LA RÉSISTANCE

Julien Blanc,
professeur agrégé d'histoire à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris)

Pour tenter de comprendre ce que furent les comportements des Français pendant l'Occupation, la naissance de la Résistance et en faire l'histoire, il est indispensable de s'arrêter au préalable sur les terribles événements de mai-juin 1940. La défaite constitue bien, en effet, l'élément matriciel de la période qui s'ouvre.

L'ONDE DE CHOC DE JUIN 1940

C'est même une tragédie qui emporta la France à l'été 1940, à laquelle le monde entier assista avec stupéfaction. Sous le coup d'un effondrement militaire fulgurant et sans précédent dans l'histoire nationale – en quatre semaines à peine, la *Blitzkrieg* (guerre éclair) lancée par la *Wehrmacht* balaie l'Armée française –, l'onde de choc se propage au pays tout entier. Par effet de souffle, c'est l'ensemble de l'édifice institutionnel et social, tout ce qui formait l'armature du pays, qui s'écroule brutalement. L'exode de huit à dix millions de Français fuyant l'avancée allemande au milieu d'un chaos indescriptible en constitue la manifestation la plus spectaculaire.

Jean Moulin, préfet d'Eure-et-Loir au moment de l'invasion, était mieux placé que quiconque pour mesurer l'ampleur du cataclysme. Son témoignage, rédigé dès le printemps 1941 à partir des notes prises sur le vif et de ses souvenirs, est un document précieux qui permet de saisir la nature extraordinaire des événements. Le haut-fonctionnaire y décrit avec précision la fuite massive des habitants de la ville de Chartres, le flot ininterrompu des réfugiés en provenance du nord et de l'est, la démission des notables, l'arrêt de tous les services publics, le désordre généralisé, les pénuries... Commentant la situation le 15 juin, il écrit :

« Je fais ce matin le bilan de la situation. Il est désastreux. Plus aucune organisation économique ni administrative. Tout un édifice social à reconstruire dans des conditions matérielles effroyables, sous les bombardements, alors qu'un quartier de



Jean Moulin dans les jardins de la préfecture d'Eure-et-Loir à Chartres fin juin 1940.

Pour rassurer sa famille, Jean Moulin demande à sa secrétaire, Françoise Thepault, de le photographier. Ayant revêtu sa tenue de préfet, il a dissimulé par un foulard sa blessure au cou consécutive à sa tentative de suicide.

© Musée du général Leclerc de Hauteclouque et de la Libération de Paris - Musée Jean Moulin, Paris-Musées. Coll. A. Sasse

la ville est en flammes, sans eau, sans gaz, sans électricité, sans téléphone... les deux derniers boulangers de la ville sont partis hier soir. Il ne reste plus, d'ailleurs, un seul commerçant... Mais si Chartres est à peu près vidée de ses habitants, le flot monstrueux de la région parisienne se déverse toujours aussi dense sur la ville¹. »

1 Moulin Jean, *Premier combat*, Paris © Éditions de Minuit, 1947, p. 35-38.

Ce tableau apocalyptique vaut bien au-delà de la seule ville de Chartres ; c'est le pays tout entier qui sombre dans l'abîme. En réalité, comme l'historien Pierre Laborie l'a diagnostiqué, l'effondrement de 1940 ne fait que révéler la profondeur de la « crise d'identité nationale² » – pacifisme aveugle, anticommunisme, divisions de l'opinion publique au moment du Front populaire, de la guerre d'Espagne et de la crise de Munich – qui mine le pays depuis les années trente.

Dans ce contexte dramatique, Philippe Pétain, nouveau président du Conseil en remplacement de Paul Reynaud démissionnaire, fait un choix lourd de conséquence. Jugeant la guerre définitivement perdue, il appelle les Français, dès le 17 juin 1940, à « cesser le combat³ ». La demande d'armistice qu'il formule constitue l'acte politique fondateur de la période qui s'ouvre. En deux mois à peine, au lendemain d'une convention d'armistice signée avec l'Allemagne le 22 juin, la France a cessé d'être une grande puissance. Les conditions imposées par le vainqueur à un pays vaincu et humilié sont, en effet, draconiennes. Aux deux-tiers occupé, le territoire est désormais morcelé en plusieurs zones aux statuts juridiques distincts⁴. Près de deux millions de soldats sont retenus prisonniers. La III^e République disparaît, remplacée par un nouveau régime autoritaire, celui de Vichy, qui s'installe en zone non occupée. Se posant en père protecteur, le maréchal Pétain appelle les Français à la repentance et lance sa Révolution nationale. La popularité et la légitimité dont il bénéficie alors ne peuvent se comprendre sans tenir compte de la violence des événements et de la profondeur du traumatisme vécu par une population épuisée, épouvantée et sans repère.

REFUSER

Les premiers actes de ce qui ne s'appelle pas encore la Résistance naissent pourtant dans cette France brisée dès l'été 1940. Ces gestes initiaux trouvent leurs



Image d'Épinal extraite d'un livre de prix remis à des élèves dès 1941. La propagande de Vichy utilise ce support populaire pour promouvoir la figure providentielle du maréchal Pétain.

Source : Archives nationales, cote CP/72AJ/1026/ter

origines dans le sursaut de quelques consciences qui refusent d'accepter la défaite et qui réussissent, plus vite que d'autres, à réagir.

Éphémère sous-secrétaire d'État à la Guerre du cabinet Reynaud, le général de Gaulle est animé par un réflexe de cette nature quand il décide de quitter la France pour l'Angleterre. Autorisé par Winston Churchill à prendre la parole à la BBC le 18 juin, il rejette l'armistice en réfutant point par point l'analyse proposée par Pétain dans son discours de la veille. Pourtant, aussi fondateur soit-il, l'appel ne doit pas faire oublier combien son auteur est, au moment où il parle, un homme seul, sans soutien et sans moyens. Quelques jours plus tôt, l'anthropologue du musée de l'Homme Anatole Lewitsky, encore sous les drapeaux, formulait une analyse voisine des événements dans une lettre adressée à sa compagne Yvonne Oddon, la bibliothécaire du musée demeurée à Paris : « Nous ne pouvons pas, ni collectivement, ni individuellement, admettre une victoire allemande⁵. »

Ces réactions initiales de refus ne peuvent être, à l'été 40, qu'individuelles et isolées. Pour ces précurseurs, il s'agit avant tout, selon l'expression utilisée alors, de « faire quelque chose ». C'est sur ce chemin que s'engage l'ethnologue Germaine Tillion à la fin

2 Laborie Pierre, *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, Paris, Seuil, « Points Histoire », 2001, p. 69.

3 Pétain Philippe, discours radiodiffusé du 17 juin 1940.

4 Il y a six zones distinctes. Les deux principales sont la zone occupée (au nord) et la zone non occupée (au sud), séparées par une ligne de démarcation. À ces deux zones, il faut ajouter une zone d'occupation italienne, l'Alsace-Moselle annexée par le III^e Reich, le Nord et Pas-de-Calais rattachés au Commandement allemand de Bruxelles et une zone interdite au nord-est. S'y ajoute enfin, à partir d'avril 1941, une zone côtière interdite le long de l'Atlantique.

5 Lettre d'Anatole Lewitsky à Yvonne Oddon datée du 1^{er} juin 1940 et citée dans Martin Blumenson, *Le Réseau du musée de l'Homme. Les débuts de la Résistance en France*, Paris, Seuil, 1979, p. 34.

du mois de juin, après avoir fortuitement rencontré, dans le Paris occupé, Paul Hauet, un colonel à la retraite de soixante-dix ans passés. Brûlant de se rendre utiles, ils commencent par reprendre en main une association d'entraide aux prisonniers de guerre coloniaux. À Brive, en Corrèze, le démocrate-chrétien Edmond Michelet rédige et distribue, dès le 17 juin, un tract qui compile des citations de Charles Péguy : « En temps de guerre, celui qui ne se rend point est mon homme, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne, et quel que soit son parti [...] et celui qui se rend est mon ennemi, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quel que soit son parti⁶. »



« L'Angleterre vaincra, ayez confiance ». Papillon anonyme fait au tampon [avant 1941], qui illustre la modestie des moyens des premiers actes de résistance.

Source : Bibliothèque nationale de France - RES-G-1476 (1,5) - fol.4

Au même moment, à Narbonne, les frères Jacques et Jean-Pierre Vernant, tous deux agrégés de philosophie et fraîchement démobilisés, fabriquent leurs premiers papillons à l'aide d'un petit matériel d'imprimerie pour enfant et s'en vont les coller la nuit venue : « Si la France est par terre, c'est la faute à Hitler. Son drapeau dans l'eau sale, c'est la faute à Laval » ou encore « Vive l'Angleterre pour que vive la France » au moment de la tragédie de Mers-el-Kébir (juillet 1940)⁷.

D'autres encore décident de continuer la guerre depuis l'extérieur. C'est le cas de Daniel Cordier, jeune étudiant maurrassien, qui quitte la France avec seize camarades en embarquant au port de Bayonne le 21 juin au soir sans savoir où le mènera l'aventure⁸.

Jacques Bingen, ingénieur civil des Mines de 32 ans, refuse lui aussi de subir : il passe à Gibraltar début juillet 1940 et de là rejoint l'Angleterre pour s'engager aux côtés du général de Gaulle.

Ces quelques exemples, par leur diversité, permettent de pointer la complexité des facteurs de l'engagement. Certes, le basculement du côté de la transgression s'adosse souvent à des systèmes de valeurs (patriotisme, défense des droits de l'homme, humanisme chrétien, attachement à la République). Dans certains cas, on peut ainsi repérer des éléments de continuité par rapport à des trajectoires antérieures. Chez Michelet par exemple, le refus s'ancre dans un profond antinazisme chrétien. Germaine Tillion évoque pour sa part la puissance des « traditions françaises de patriotisme⁹ » dans sa famille. Quant aux frères Vernant, l'antifascisme militant a cimenté depuis les années trente leur culture politique.

Mais chez d'autres pionniers, l'engagement semble au contraire s'inscrire dans une logique de rupture en ce sens que rien, dans leur milieu, leur éducation ou leur parcours, ne pouvait laisser présager semblable saut dans l'inconnu. Ainsi, la décision de Daniel Cordier de continuer la lutte coûte que coûte marque une première prise de distance avec le positionnement de son mentor Charles Maurras pour qui la défaite et l'effondrement de la République constituent « une divine surprise ». Le colonel Paul Hauet, homme d'ordre et d'autorité, sort également du rang en juin 1940. S'agissant des deux derniers cas cités, la défense de la patrie en danger et la germanophobie ont été de puissantes sources de motivation. Mais quelles que soient les raisons d'agir avancées, la texture intime de chacun a joué un rôle capital, comme le souligne Alban Vistel, résistant de la première heure dans le département de l'Isère :

« L'engagement dans la Résistance ne cessa jamais d'être une affaire personnelle ; qu'on fût syndicaliste, homme de parti ou sans lien, cet engagement répondait à un appel venu du plus profond de la libre conscience¹⁰. »

6 Texte reproduit dans Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, tome 1, « Juin 1940-juin 1941 », Paris, Robert Laffont, 1967, p. 455.

7 Vernant Jean-Pierre, *De la Résistance à la Grèce ancienne*, Paris, éditions de l'EHESS, 2014, p. 38-39.

8 Cordier Daniel, *Alias Caracalla*, Paris, Gallimard, 2009. Le bateau belge qui les emmène devait initialement rejoindre le Maroc mais c'est finalement en Angleterre qu'il accoste le 24 juin 1940.

9 Tillion Germaine, *La Traversée du mal. Entretien avec Jean Lacouture*, Arléa, 1997, p. 41.

10 Citation empruntée à Laurent Douzou, « La Résistance : une aventure individuelle et collective », in François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, coll. Bouquins, 2006, p. 63.

De même, dans la France du lendemain du désastre, les cartes ont été largement redistribuées et on chercherait en vain à définir un profil type des pionniers. On en trouve en réalité dans tous les milieux, toutes les classes sociales, des deux sexes et de tous âges. Pourtant, d'où qu'elles proviennent, ces initiatives fondatrices, qu'André Malraux qualifiera de « désordre de courage¹¹ », partagent plusieurs traits. *Primo*, leurs auteurs ont en commun d'inventer au jour le jour, sans modèle préalable et dans l'improvisation la plus totale, les formes de leur engagement. *Secundo*, ces prises de conscience individuelles sont encore isolées. Ce sont bien la solitude et les difficultés à recruter qui caractérisent ces balbutiements. Dans un climat ambiant dominé par la résignation, les précurseurs de la Résistance agissent à contre-courant de la majorité de leurs concitoyens. Enfin, malgré tous ces obstacles, il faut souligner la rapidité de réaction des « premiers de cordée¹² » qui se lancent à corps perdu dans la lutte.

PREMIERS REGROUPEMENTS

On passe à une seconde étape lorsque des fils commencent à se nouer entre des individus jusqu'ici esseulés. Ce processus ne va pas sans difficulté : élargir le cercle de la désobéissance nécessite d'abord de briser l'isolement en trouvant des contacts. Mais ces rapprochements, quand ils ont lieu, permettent l'émergence de noyaux. C'est ce passage du singulier au collectif qui fonde la Résistance. S'amorce alors un long et incertain processus de structuration qui durera jusqu'à la libération du pays.

À l'origine de ces regroupements, on trouve aussi bien des réseaux de sociabilité préexistants – familiaux, amicaux, professionnels, partisans – que le hasard et la nouveauté. Dans le cas du groupe du musée de l'Homme, un des premiers à se constituer à Paris, des liens anciens rapprochent des individus qui travaillent au sein de la même institution et qui partagent, depuis les années trente, valeurs et engagements communs. Sous l'impulsion de la bibliothécaire Yvonne Oddon, de l'anthropologue Anatole Lewitsky et du linguiste Boris Vildé, un noyau se forme à la fin

de l'été. Très vite, il prospecte à l'extérieur du musée et trouve le contact avec d'autres noyaux nés à Paris et dans toute la zone occupée. La formation du groupe Valmy en septembre 1940, toujours à Paris, s'appuie elle aussi sur la réactivation de liens antérieurs, puisque sa principale cheville ouvrière, le professeur de français Raymond Burgard, recrute d'anciens militants catholiques du mouvement Jeune République. Dès novembre 1940, le syndicaliste Christian Pineau se tourne vers les milieux syndicaux socialisants pour jeter les bases de ce qui deviendra plus tard Libération-Nord.

En zone « libre », des logiques similaires fonctionnent. À l'origine du futur mouvement Liberté, on trouve, autour des juristes François de Menthon et Pierre-Henri Teitgen, des universitaires de la mouvance démocrate-chrétienne. Sans surprise, c'est dans les milieux de l'armée d'armistice que le capitaine d'active Henri Frenay prospecte d'abord lorsqu'il jette les bases de son Mouvement de Libération nationale à l'automne 1940.

Mais il est d'autres cas de figure où le hasard joue un rôle clef. Ainsi, par exemple, de la naissance, à l'automne 1940, de La Dernière Colonne, préfiguration du mouvement Libération-Sud, laquelle tient à la rencontre fortuite dans un café de Clermont-Ferrand du journaliste Emmanuel d'Astier de la Vigerie, du philosophe Jean Cavailles, de l'agrégée d'histoire Lucie Aubrac et du banquier Georges Zérapha. Le hasard est encore créateur quand Germaine Tillion fait la connaissance de Paul Hauet à Paris en juin 1940.

Insistons à ce stade sur la prolifération, à partir de l'automne 1940, de ces embryons d'organisations qui se multiplient « à la vitesse des infusoires dans une eau tropicale¹³ » pour former « à travers la France une véritable toile d'araignée¹⁴ ». À partir de ces contacts, des rapprochements s'opèrent et des nébuleuses clandestines voient le jour. C'est ce mécanisme qui aboutit, autour du musée de l'Homme, à la création d'une mouvance clandestine commune. Cette nébuleuse rassemble quantité de groupes en zone occupée¹⁵.

11 André Malraux, discours du 19 décembre 1964 lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon.

12 Tillion Germaine, « Première Résistance en zone occupée. Du côté du réseau "musée de l'Homme-Hauet-Vildé" », rééd. *Esprit*, n° 261, février 2000 (1^{re} édition *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale* n° 30, 1958).

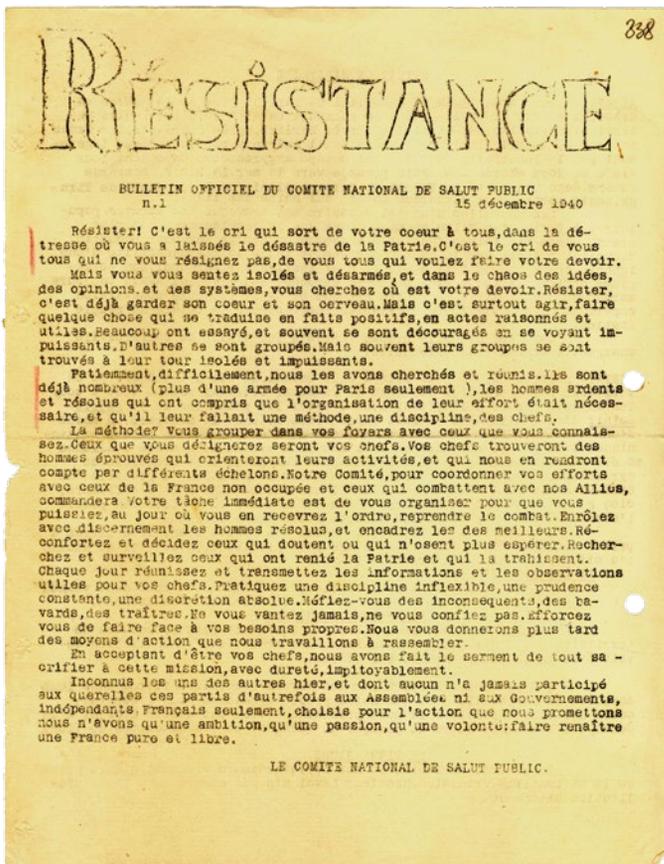
13 Tillion Germaine, « Première Résistance en zone occupée... », art. cit., p. 118.

14 *Ibid.*, p. 114.

15 Blanc Julien, *Au commencement de la Résistance. Du côté du musée de l'Homme, 1940-1941*, Paris, Seuil, 2010.

TEMPORALITÉS ET ACTIVITÉS

En réalité, parler de la Résistance au singulier n'a pas grand sens dans la France fragmentée de 1940. Certes, l'éclosion des organisations de résistance se produit d'abord dans les villes¹⁶. Mais pour le reste, rythme et modalités de développement différent selon les espaces. Globalement, la mobilisation est plus marquée et plus précoce au nord de la ligne de démarcation qu'au sud.



Premier numéro du journal clandestin *Résistance* édité par le réseau du musée de l'Homme, 15 décembre 1940. « Résister ! C'est le cri qui sort de votre cœur à tous, dans la détresse où vous a laissés le désastre de la Patrie. »

Source : Centre historique des Archives nationales, carton F77/15004

En effet, en zone occupée, la présence de l'occupant radicalise l'opinion et aiguise sa germanophobie. Elle offre aussi, face à un ennemi clairement identifié, davantage de possibilités d'action. C'est donc avec un temps d'avance qu'émergent ici les premières

16 Douzou Laurent, Frank Robert, Peschanski Denis et Veillon Dominique (dir.), *La Résistance et les Français : villes, centres et logiques de décision*, Paris, IHTP-CNRS, 1995.

organisations, à l'image du « réseau du musée de l'Homme », l'une des plus importantes de la zone occupée au printemps 1941. Celle-ci s'adonne à toutes sortes d'activités, à commencer par la contre-propagande. Aux papillons et tracts succèdent bientôt la fabrication d'un véritable périodique clandestin, le journal *Résistance*, dont le premier numéro date du 15 décembre 1940¹⁷. Mais, véritables touche-à-tout, les pionniers de Chaillot mettent aussi en place des filières d'évasion pour les prisonniers de guerre et collectent des renseignements militaires.

Signe de la vitalité et de la précocité de cette vie souterraine, quantité de regroupements surgissent au même moment à travers la zone occupée. C'est le cas de *La France Continue*, *l'Arc*, *Maintenir*, *l'Armée des Volontaires*, *Pantagruel*, *Valmy*, *Libération-Nord*, *Combat-zone Nord*, *l'Homme Libre* à Roubaix ou encore de *l'Organisation civile et militaire (OCM)*. Certains d'entre eux publient des feuilles clandestines du même nom (*Pantagruel*, *Valmy*, *La France Continue*, *l'Arc*, *Libération-Nord*, *l'Homme Libre*), mais le plus souvent sans se limiter à cette seule activité.

En comparaison, la situation en zone Sud est plus lente à se décanter car les conditions objectives de lutte y sont moins favorables. Comment, en effet, agir contre un ennemi qui, jusqu'en novembre 1942, n'est pas officiellement présent au sud de la ligne de démarcation ? De surcroît, l'existence même du régime de Vichy brouille les cartes. Avant d'agir, les acteurs doivent d'abord se positionner à l'égard de l'État français et de son chef, lequel jouit d'une popularité et d'une légitimité exceptionnelles. Cette « hypothèque Vichy¹⁸ » renforce l'isolement des pionniers et ralentit du coup la structuration de la Résistance. Elle génère aussi des ambiguïtés persistantes : déterminés à chasser l'occupant, certains résistants soutiennent simultanément le Maréchal, voire certains aspects de sa politique, sans déceler de contradiction entre les deux attitudes. Le général Gabriel Cochet, Henri Frenay ou encore des fondateurs du groupe *Liberté* mettront ainsi du temps avant de rompre définitivement avec Vichy. Les premiers résistants qui, à

17 *Résistance* aura cinq numéros jusqu'en mars 1941. Un autre périodique, *Vérité française* (septembre 1940 – novembre 1941), se rattache également à cette nébuleuse.

18 L'expression est empruntée à Laurent Douzou et Denis Peschanski, « La Résistance française face à l'hypothèque Vichy » in David Bidussa et Denis Peschanski (dir.), *La France de Vichy. Archives inédites d'Angelo Tasca*, Feltrinelli, 1995, p. 3-42.

l'instar des fondateurs de La Dernière Colonne, du cercle France-Liberté (Antoine Avinin, Auguste Pinton, Élie Péju et Jean-Jacques Soudeille) ou des animateurs du réseau Bertaux à Toulouse (Pierre Bertaux, Sylvio Trentin, Jean Cassou), critiquent immédiatement Vichy sont en réalité très peu nombreux. Le champ des activités est également plus restreint comparé à la zone Nord. Faute d'adversaire direct à combattre, cette Résistance revêt d'abord la forme presque exclusive d'une contre-propagande, à travers la fabrication et la diffusion de tracts, puis de modestes bulletins clandestins, le plus souvent ronéotypés : *Liberté* paraît dès novembre 1940, *Les Petites Ailes de France* fondées par Henri Frenay et Berty Albrecht en juin 1941...

Quant à l'attitude adoptée par le Parti communiste durant cette première année d'occupation, elle est singulière en raison de son alignement sur l'URSS. Défendant d'abord la thèse d'une guerre impérialiste opposant le Royaume-Uni et l'Allemagne, la direction du parti ménage un temps l'occupant et concentre ses attaques contre Vichy. Puis, progressivement, cette ligne officielle évolue pour mettre désormais en avant la lutte pour l'indépendance nationale, comme en témoigne la création du « Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France » en mai 1941. Avec l'attaque allemande contre l'URSS en juin, le parti se lance à corps perdu dans la lutte clandestine, ce que certains de ses militants avaient déjà fait, à titre individuel, avant cette date.

LE POIDS DE LA RÉPRESSION

Si la naissance et la structuration de la Résistance ont été rapides, la répression l'a été tout autant. Basculer dans la désobéissance c'est en effet prendre, dès le début de la période, les plus grands risques. Novices de l'action clandestine, confrontés qui plus est à des policiers professionnels, les résistants de la première heure paient un très lourd tribut à leur engagement. La quasi-totalité des organisations pionnières évoquées sont plus ou moins durement éprouvées par la répression.

Cette dernière est plus précoce et féroce en zone occupée où les résistants sont directement confrontés aux services allemands (*Abwehr*, *Sipo-SD*, *Geheime Feldpolizei*) qui procèdent à des coups de filet dévastateurs. Le réseau Nemrod d'Honoré d'Estienne d'Orves, un des premiers réseaux de renseignement de la France libre en métropole, se trouve ainsi décapité au début de l'année 1941. Il en va de même des

pionniers du musée de l'Homme, durement touchés par plusieurs vagues successives d'interpellations entre l'hiver et le printemps 1941, pour les animateurs de Pantagruel (octobre 1941), de Vérité française (novembre 1941) ou de Valmy (avril 1942). Ce sont souvent des agents doubles infiltrés qui sont à l'origine des arrestations. À cette traque efficace s'ajoute l'implacable sévérité de la justice militaire allemande. Condamnés à mort au terme de leur procès, d'Estienne d'Orves et ses compagnons Maurice Barlier et Jan Doornik sont fusillés au Mont-Valérien en août 1941. Sept des membres du réseau du musée de l'Homme connaissent le même sort tragique en février 1942, tandis que les femmes du groupe sont déportées.

En comparaison, les résistants de la zone « libre » sont mieux lotis. Menée par la police de Vichy, la répression ménage encore marges de manœuvre et possibilités de repli. Ainsi, les coups durs qui frappent La Dernière Colonne (mars 1941), ceux, plus tardifs, qui démantèlent le réseau toulousain Bertaux (novembre 1941) ou affaiblissent le mouvement Combat (janvier 1942) débouchent sur des peines de prison limitées qui ne mettent pas un terme définitif à l'engagement clandestin de leurs auteurs. Dans ce face à face avec la police, les communistes sont de loin les plus exposés : d'abord chassés par les seuls services de Vichy, ils deviennent aussi, à partir de juin 1941, la cible prioritaire des polices allemandes.

Cependant, dans les deux zones, en dépit des pertes enregistrées, certains pionniers passent entre les mailles du filet et parviennent à se rattacher ensuite à d'autres branches ou groupes demeurés indemnes. Par un processus de pollinisation, ces militants déjà expérimentés répandent la désobéissance à travers l'ensemble du territoire. L'efficacité de la répression contraint donc la Résistance à se reconfigurer sans cesse.

UN AN APRÈS

En dépit des tâtonnements et de sa vulnérabilité, le chemin parcouru en une année par la désobéissance naissante a été considérable. En quelques mois, les premiers résistants, partis de rien, sont déjà parvenus à poser les bases d'organisations viables. Ce processus n'est pas linéaire et certaines initiatives, on l'a vu, ont fait long feu. D'autre part, si, au tout début de la période, une faible spécialisation dans l'action caractérise la plupart des groupes initiaux, la situation

évolue rapidement. Un an après le désastre, un double processus de structuration des organisations et de spécialisation des activités est enclenché. De véritables mouvements de Résistance comme Libération-Nord, Défense de la France (fondé en août 1941), l'OCM et le Front national en zone occupée, Combat (fruit de la fusion entre Liberté et Libération nationale en novembre 1941), Libération-Sud et Franc-Tireur (qui succède à France-Liberté à l'automne 1941) en zone « libre » émergent ou sont en passe de le faire. Au même moment, les premiers réseaux de renseignement, spécialisés dans la collecte d'informations militaires, naissent : certains, comme la Confrérie Notre-Dame (CND) mis sur pied par Gilbert Renault (Rémy) ou le réseau Brutus créé par Pierre Fourcaud (Lucas), dépendent directement de la France libre. Par leur biais, un premier rapprochement, encore ténu, entre les deux Résistances – extérieure et intérieure – s'esquisse. D'autres réseaux, comme Alliance, fondé par Georges Loustaunau-Lacau et Marie-Madeleine Fourcade, travaillent pour l'*Intelligence Service*.

Par ailleurs, à la fin de l'été 1941, la solitude extrême qui entourait les premiers résistants a reculé. Les évolutions de la guerre contribuent à modifier les équilibres : ainsi, on l'a dit, de l'invasion de l'URSS qui entraîne le basculement du PCF dans la lutte contre l'occupant. Plus largement, c'est la nature du lien entre les résistants et le reste du corps social qui évolue. Les acteurs ont beaucoup insisté, souvent après guerre, sur leur isolement initial au sein d'une population au mieux indifférente, au pire hostile. Sur ce sujet, Germaine Tillion formulait pourtant une analyse dissonante :

« Nous n'étions qu'une poignée en 1940, mais étions-nous déjà représentatifs d'une part importante de l'opinion française ? En ce qui me concerne, je l'ai cru dès le premier jour et il me semble qu'aucun de mes camarades n'a jamais mis la chose en doute devant moi [...]. Je crois cependant que nous avons, dès le début, bénéficié d'une sympathie passive assez large. Grâce à la répression allemande (qui a commencé son rôle de recruteur de la Résistance dans la seconde moitié de 1941), cette sympathie latente est devenue de plus en plus active d'année en année.¹⁹ »

19 Tillion Germaine, « Première Résistance en zone occupée... », art. cit., p. 108.

Un tel jugement, qui met en lumière les interrelations entre Résistance et population, nous invite à appréhender la Résistance sous l'angle d'un phénomène social. Les résistants de la première heure auraient ainsi rencontré très vite une sorte de bienveillance, voire de soutien tacite dans certaines composantes de la société. Sans confondre Résistance (comme action transgressive et consciente contre l'occupant et Vichy) et simples sentiments antiallemands, il a bien existé, autour et en retrait des résistants actifs, un deuxième cercle composé de ceux qui, sans être membres d'une organisation, prêtaient occasionnellement main-forte. Or, ce deuxième cercle est indispensable au développement d'une Résistance dont il constitue le substrat nourricier²⁰. Dans les domaines de l'entraide et de l'évasion, de la contre-propagande, plus tard dans celui du sauvetage, ces logiques de solidarité sont à l'œuvre.

À partir de l'hiver 1940-41, divers indices démontrent combien la désobéissance commence à mordre sur des franges plus larges de la société. Parmi d'autres, la manifestation du 11 novembre 1940 à l'Étoile, la campagne des « V » qui s'étale sur les murs des villes au printemps 1941, les imposants cortèges qui défilent à Rennes, Nantes, Lille et Paris lors de la fête de Jeanne d'Arc le 11 mai 1941, les obsèques d'aviateurs britanniques transformées en ferventes démonstrations anglophiles et antiallemandes ou encore la grande grève des mineurs du bassin houiller de juin 1941 constituent les signes d'un raidissement de l'opinion. Ils témoignent de l'enracinement d'un état d'esprit frondeur favorable à la Résistance et de phénomènes de contagion. Ils dessinent les contours d'un continent de la transgression qui ne cesse de s'élargir et trouve désormais dans la société de nouveaux soutiens. Une hypothèse à laquelle semble faire écho le fameux discours dit du « vent mauvais²¹ » prononcé à la radio par Philippe Pétain le 12 août 1941.

20 Voir notamment Semelin Jacques, *Sans armes face à Hitler. La Résistance civile en Europe, 1939-1943*, Paris, Payot, 1989 et Marcot François, « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité » in Antoine Prost (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, éditions de l'Atelier, 1997, p. 21-41. Pour une perspective inverse privilégiant les organisations de Résistance, voir Wieviorka Olivier, *Histoire de la Résistance, 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013.

21 Dans ce discours, Philippe Pétain déclarait entre autres : « De plusieurs régions de France, je sens se lever depuis quelques semaines un vent mauvais. Un véritable malaise atteint le peuple français. »

DOCUMENT

LE T É M O I G N A G E U N I Q U E D ' U N E P I O N N I È R E D E L A R É S I S T A N C E

LE JOURNAL D'AGNÈS HUMBERT

Guillaume Gicquel, professeur agrégé, enseignant d'histoire-géographie

Paris, 6 août 1940

Cassou est dans son bureau. [...] Ses cheveux depuis six semaines semblent avoir blanchi, il s'est tassé. [...] Aucune gêne dans notre conversation. Nous comparons nos impressions. Elles sont semblables. [...] Brusquement, je lui dis pourquoi je suis venue, je lui explique que je me sens devenir folle au sens physiologique du mot – folle si je ne fais pas quelques chose pour réagir. Cassou me confie qu'il partage mes craintes, qu'il ressent les mêmes symptômes. Le seul remède pour nous est de nous grouper, une dizaine de camarades, pas plus. Nous rencontrer à jour fixe, pour nous communiquer des nouvelles, rédiger et diffuser des tracts, donner des résumés de la radio française de Londres. [...] Nous nous tiendrons les coudes, tous les dix, nous chercherons à voir clair en nous. En un mot, nous nous réunissons par besoin d'hygiène morale.

[...]

Paris, 18 août 1940

Est-ce une idée ? J'ai trouvé Jean Cassou beaucoup moins affaissé que la semaine dernière. J'ai reconnu le Jean Cassou de 36. Hier, Madeleine Le Verrier m'a prêté un tract qu'on vient de lui donner, je l'ai recopié. Cassou l'avait déjà vu en plusieurs endroits. Les rédacteurs des 33 *Conseils à l'occupé* sauront-ils jamais ce qu'ils ont fait pour nous, et sans doute pour des milliers d'autres ? L'étincelle dans la nuit... Nous sommes sûrs maintenant de ne pas être seuls. Il y d'autres gens qui pensent comme nous, qui souffrent, qui organisent la lutte, bientôt un réseau s'étendra dans toute la France, notre petite dizaine sera un maillon de la grande chaîne.

Agnès Humbert, *Notre Guerre, Souvenirs de Résistance*, 1940-1945, introduction de Julien Blanc, Paris, 2004, p. 97 et 100.
© Éditions Tallandier, 2004

Le journal de l'historienne de l'art Agnès Humbert (1894-1963) est l'un des rares écrits intimes de résistants de l'intérieur rédigé durant l'Occupation. Comme des millions de Français, elle prend les routes de l'exode alors que Paris est menacé par l'avancée de la *Wehrmacht* au début du mois de juin 1940. Agnès Humbert regagne Paris à la fin du mois de juillet pour rejoindre son lieu de travail : le musée des Arts et Traditions populaires, annexe du musée de l'Homme créé par le gouvernement du Front populaire.

Le document est composé de deux extraits qui relatent les rencontres entre l'auteur et un groupe de dix personnes réunies par Jean Cassou, conservateur du Musée d'Art moderne. Rédigés à quelques

jours d'intervalles, les deux textes montrent une évolution notable : l'abattement perceptible dans le premier est chassé par l'espoir, moteur d'une dissidence qui se manifeste par des réunions où sont lus et rédigés des tracts dont beaucoup sont aujourd'hui perdus. Celui de Jean Texcier, *33 Conseils à l'occupé*, cité dans le second extrait, est le plus représentatif de ces productions.

Agnès Humbert donne des explications psychologiques à ces premières formes d'opposition : il s'agit pour elle de retrouver un équilibre après le choc de l'Occupation. Cette motivation nécessaire et intime (« besoin d'hygiène morale »), quoique préjudiciable aux règles de sécurité de la vie clandestine que

découvrent alors les pionniers de la Résistance, met aussi en évidence la précocité de la lutte, qui débute dès l'été 1940.

Le document décrit aussi l'organisation très informelle de la dissidence. L'embryon de groupe réuni autour de Jean Cassou s'appuie sur des sociabilités intellectuelles et politiques d'avant guerre. Tous les pionniers de ce qui deviendra le groupe du musée de l'Homme se sont déjà engagés contre le fascisme et en faveur du Front populaire ou de l'Espagne républicaine. L'historien Julien Blanc précise que cette « nébuleuse » – selon son terme – du musée de l'Homme ne se compose pas seulement de gens de lettres marqués à gauche. On y trouve des personnes aux profils sociologiques et politiques divers, comme en témoigne la présence de Sylvette Leleu, veuve d'un garagiste de Béthune.

À la propagande à travers les tracts, que les mouvements pratiqueront par la suite à une large échelle, s'ajoute la participation active à des filières d'évasion et déjà de renseignements, forme primitive de ce que seront les réseaux. En ce sens, la nébuleuse du musée de l'Homme préfigure l'ensemble de la Résistance à venir. Au-delà de la fidélité aux engagements d'avant guerre réactivée par les sociabilités, c'est la réaction viscérale mais raisonnée à l'Occupation et aux bouleversements, notamment politiques, consécutifs à la défaite qui apparaît ici comme la principale motivation des pionniers de la Résistance.

Retrouver une étude de documents consacrée au journal d'Agnès Humbert sur reseau-canope.fr/enseigner-la-resistance

RESSOURCES

RETRACER LE PARCOURS D'UN RÉSISTANT

Des ressources, parfois accessibles en ligne, offrent des pistes pour reconstituer le parcours d'un résistant.

Les « listes de résistants », constituées après guerre suivant un processus administratif ne représentent pas la vérité historique de ce qu'ont été « les » résistants. Cette procédure a laissé de côté des individus, comme des femmes qui sous-estimaient leur rôle, voire des groupes, comme des étrangers engagés collectivement dans la Résistance sur le sol français, sans compter que la frontière tranchée qu'elle a définie avec les « non-résistants » a été depuis longtemps contestée par les historiens. Cette précision étant faite, plusieurs ressources et fonds d'archives permettent de retracer le parcours d'un résistant.

RESSOURCES DISPONIBLES EN CENTRES D'ARCHIVES

Le Service historique de la Défense (SHD) conserve des dossiers sur chaque résistant dont les services ont été officiellement homologués à la suite d'une enquête menée par le ministère de la Défense. Ces dossiers sont consultables, sur réservation, en salle de lecture du château de Vincennes (94). Le SHD conserve aussi des dossiers relatifs à des organisations de résistance, auxquels il est utile de se référer une fois identifiée l'organisation à laquelle le résistant était rattaché. Consulter en ligne la liste des dossiers de résistants afin de réserver les dossiers www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr.

Depuis la fin de la guerre, environ 320 000 cartes officielles de Combattant volontaire de la Résistance ont été attribuées à des résistants ou à des membres des Forces françaises libres. Ces dossiers sont conservés dans le département où la demande de carte a été faite après la guerre. On peut les consulter en écrivant au Service départemental de l'Office national des Anciens Combattants et Victimes de guerre concerné

www.onac-vg.fr. Certains services départementaux de l'ONAC ont reversé ces dossiers aux archives départementales, qui disposent toutes d'un service pédagogique.

Les dossiers individuels des résistants, internés et déportés ayant obtenu la mention « Mort pour la France » et les dossiers individuels des « personnes déplacées » au cours de la Seconde Guerre mondiale, à savoir les déportés, les prisonniers de guerre, les requis au titre du Service du travail obligatoire en Allemagne sont consultables au Service historique de la Défense à Caen.

Des fonds d'archives sont consultables dans les musées de la Résistance et de la Déportation. On trouvera un annuaire des musées de la Seconde Guerre mondiale sur le site du Musée de la Résistance en ligne à l'adresse suivante www.museedelaresistanceenligne.org/musee/salleconsultation/annuaire_musees.php.

RESSOURCES ACCESSIBLES SUR INTERNET

Les listes accessibles aux internautes sont surtout des listes de victimes de la répression, comprenant des résistants mais pas seulement.

La liste nominative des déportés partis de France par mesure de répression se trouve sur le site de la Fondation pour la mémoire de la Déportation, dans la rubrique « Livre-mémorial » à l'adresse suivante www.bddm.org/liv/index_liv.php. Cette liste a été établie à partir des dossiers individuels des déportés conservés à Caen par le Service historique de la Défense. Tous ces déportés ne sont pas des résistants ; parmi eux se trouvent des otages, des condamnés de droit commun... La liste permet, à partir d'un nom de résistant, de connaître son destin dans l'univers concentrationnaire et/ou carcéral du Troisième Reich.

Sur le site Mémoire des hommes du ministère de la Défense se trouvent actuellement deux autres listes intéressantes la Résistance. Une liste d'environ 1 000 noms de résistants et d'otages fusillés au Mont-Valérien a été établie. La liste des « morts pour la France » de la Seconde Guerre mondiale fait se côtoyer les résistants et des soldats morts au combat ou d'autres victimes www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr

Les fonds de la série 72 AJ des Archives nationales, composés notamment de témoignages recueillis après guerre, permettent de retracer le parcours de résistants. Ils sont consultables aux Archives nationales sur le site de Pierrefitte-sur-Seine ou en ligne www.archives-nationales.culture.gouv.fr.

Sur le site du Musée de l'Ordre de la Libération www.ordredelaliberation.fr, on trouvera la liste et les biographies des 1 038 personnes décorées de la Croix de l'Ordre de la Libération par le général de Gaulle entre 1940 et 1946. Elle comprend trois quarts de Français libres et un quart de résistants.

Signalons enfin une liste non administrative et partielle : la liste des Français libres établie par l'un d'entre eux, Henri Écochard, sur le site de la Fondation de la France libre www.france-libre.net. On en trouvera la présentation commentée sur le site de la Fondation Charles de Gaulle www.charles-de-gaulle.org

ÉTUDES DE DOCUMENTS EN LIGNE

REFUSER ET S'ENGAGER

Sur reseau-canope.fr/enseigner-la-resistance, en accès libre, des études de documents autour du thème « Refuser et s'engager ».

DEUX ATTITUDES FACE À LA DÉFAITE : PÉTAÏN ET DE GAULLE

La mise en miroir des attitudes politiques et militaires du maréchal Pétain et du général de Gaulle permet de restituer les jours de juin 1940.

Documents

- Extrait de *La France des années noires* de Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (Points Seuil, 2000) sur la position du maréchal Pétain face à l'armistice
- Extrait des *Mémoires de guerre* de Charles de Gaulle (Plon, 1954) à propos de l'appel du 18 juin 1940
- Une du journal *Le petit Provençal* du 19 juin 1940 qui annonce l'appel du 18 juin
- Une du *Matin* du 23 juin 1940 qui annonce la signature de l'armistice
- Carte des zones d'occupation en France

LES MOTIVATIONS DES PIONNIERS DE LA RÉSISTANCE À TRAVERS LE JOURNAL D'AGNÈS HUMBERT

Cette étude est centrée sur des extraits du journal d'Agnès Humbert (1894-1963), figure importante du groupe du musée de l'Homme.

Cette source exceptionnelle permet de redonner leur importance aux années 1940-1941, période fondatrice de la Résistance, et de comprendre les motivations des pionniers.

Documents

Extraits de *Notre guerre, Souvenirs de Résistance 1940-1945* (Tallandier, 2004).

S'ENGAGER DANS LA FRANCE LIBRE

Les hommes et les femmes qui composent la France libre viennent d'horizons divers mais ont tous en commun d'avoir fait, à un moment de leur vie, un choix. L'étude vise à connaître les origines de ces Français libres et les raisons de leur engagement.

Documents

- Lettre de René Génin, un Français libre, 11 novembre 1940
- Photographie de soldats français peu après leur sortie de Bir Hakeim en juin 1942
- Décret du 9 septembre 1942 portant attribution de la Croix de la Libération à Georges Koudoukou, sous-lieutenant indigène du Bataillon de Marche n° 2
- Typologie du profil des Français libres d'après la liste Écochard
- Extrait du film *Un Taxi pour Tobrouk* de Denys de la Patellière (1961)

LE PARCOURS DU GÉNÉRAL LECLERC : DU RALLIEMENT À LA 2^e DB

L'exemple du général Leclerc permet d'illustrer la variété et la complexité des engagements dans la Résistance, ici dans la France libre. Les documents montrent un parcours singulier de Français libre.

Documents

- Carte d'identité de Philippe de Hauteclocque sous son nom de Leclerc en 1940
- Photographie du général Leclerc durant la campagne de Tunisie, 1943
- Photographie montrant les ambulancières de la 2^e Division blindée, les Rochambelles
- Ordre du jour n° 73, signé par le général Leclerc le lendemain de la libération de Strasbourg en 1944
- « Du Tchad au Rhin, l'épopée du général Leclerc », *Bayard*, hebdomadaire destiné aux jeunes, paru le 12 décembre 1948

BRAZZAVILLE, UNE VILLE SYMBOLIQUE DES RALLIEMENTS

L'étude centrée sur Brazzaville vise à complexifier la notion de ralliement : loin d'être seulement le fruit d'actions héroïques menées par des personnalités venant de Londres ou en rupture avec le régime de Vichy, les ralliements sont aujourd'hui compris comme un processus de mobilisation militaire, politique et économique étendu à l'ensemble des sociétés coloniales.

Documents

- Texte d'Adolphe Sicé, extrait de *L'AEF et le Cameroun au service de la France* (PUF, 1946)
- Manifeste de Brazzaville, 27 octobre 1940
- Carte de Brazzaville, capitale de la France libre
- Tableau statistique des exportations de Brazzaville
- Texte de la photographe Germaine Krull
- Photographie du camp de la Garde Indigène, Quartier du Tchad ou Poto Poto, 1943, d'Ellebé (Bernard Lefebvre dit)
- Photographie de l'entraînement des élèves aspirants du camp Colonna d'Ornano à Brazzaville le 14 juillet 1941, d'Ellebé (Bernard Lefebvre dit)

LES DIRECTEURS DE L'OUVRAGE

LAURENT DOUZOU

Professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Lyon, membre de l'Institut universitaire de France et du Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (CNRS)

TRISTAN LECOQ

Inspecteur général de l'Éducation nationale, professeur des universités associé (histoire contemporaine) à l'université Paris-Sorbonne

LES AUTEURS

SÉBASTIEN ALBERTELLI

Docteur en histoire, chercheur associé du Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (CNRS)

JEAN-MARIE GUILLON

Professeur émérite à l'université d'Aix-Marseille, membre du Laboratoire Temps, Espaces, Langages, Europe méridionale – Méditerranée (CNRS)

JEAN-FRANÇOIS MURACCIOLÉ

Professeur des universités en histoire contemporaine à l'université Montpellier 3

JULIEN BLANC

Professeur agrégé d'histoire à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), chercheur associé du Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (CNRS)

PIERRE LABORIE

Directeur d'études honoraire à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

CÉCILE VAST

Docteure en histoire, chercheuse associée du Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (CNRS)

THOMAS FONTAINE

Docteur en histoire, chercheur associé du Centre d'histoire sociale du xx^e siècle (Paris 1-Sorbonne)

BRUNO LEROUX

Directeur historique de la Fondation de la Résistance

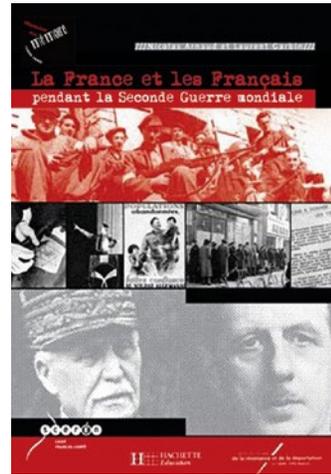
SUR LA MÊME THÉMATIQUE



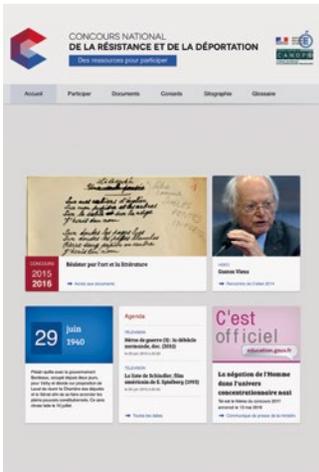
Jean Zay
Antoine Prost, Pascal Ory
2015
Livre : Réf. 755A4383 – 24,90€



Alias Caracalla [éducation]
Jean-Pierre Azéma, Georges-Marc Benamou, Alain Tasma, Daniel Cordier, Evelyne Gayme
2013
Support numérique : Réf. 755D0215 – 9,90€
En ligne : www.reseau-canope.fr/otice/alias-caracalla-education-en-ligne.html



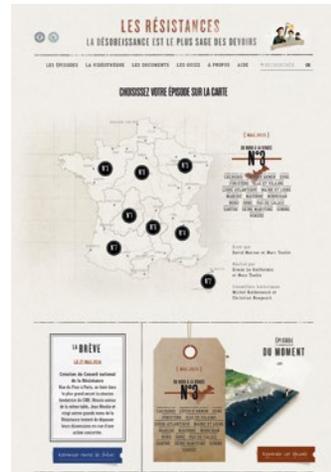
La France et les Français pendant la Seconde Guerre mondiale
Nicolas Arnaud, Laurent Garbin
2005
DVD vidéo / DVD-Rom : Réf. 250C0020 – 50€



Portail de ressources pour le Concours national de la Résistance et la Déportation
En ligne : www.reseau-canope.fr/cnrd



Poètes en Résistance
Dossier rassemblant seize poèmes de la Résistance écrits par neuf poètes dont Aragon, Char, Desnos, Seghers...
En ligne : www.reseau-canope.fr/poetes-en-resistance/accueil



Les Résistances
Plateforme interactive et pédagogique qui donne la parole aux derniers témoins de la Résistance et explore les fonds d'archives historiques.
En ligne : lesresistances.france3.fr/home



MAÎTRISER

Pour étayer
vos connaissances

Si l'histoire de la Résistance n'est pas facile à écrire, elle n'est pas non plus facile à enseigner.

La recherche historique avance, renouvelant les connaissances et les points de vue. Des questions demeurent qui ne sont pas si simples à trancher. Les programmes scolaires varient dans leur ampleur et le temps – par définition limité –, consacré au sujet, exige précision et clarté.

Afin de permettre aux professeurs du second degré d'assurer efficacement cet enseignement, voici une synthèse à la fois accessible et exigeante sur cette page d'histoire. Rédigées par des historiens reconnus de la période, les contributions qui la composent jettent une passerelle entre la recherche universitaire et la pédagogie.

Les douze chapitres de l'ouvrage se font aussi l'écho des interrogations qui persistent en proposant des réflexions novatrices. Ainsi sur la définition même de la Résistance et la mémoire qu'elle suscite.

En complément, un espace pédagogique sur reseau-canope.fr offre plus d'une centaine de documents à exploiter en classe, supports d'études pour collège, lycées général, technologique et professionnel.

Laurent Douzou est professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Lyon, membre de l'Institut universitaire de France et du Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (CNRS).

Tristan Lecoq est inspecteur général de l'Éducation nationale, professeur des universités associé (histoire contemporaine) à l'université Paris-Sorbonne.

Cet ouvrage existe

en version imprimée sous la référence 941B3140,

et en version numérique sous la référence 941PDF40.

ISBN 978-2-240-04082-4 16,90€

ISBN 978-2-240-04083-1 6,99€



ISSN 2416-6448

